

Version de travail

Ordonnance sur l'aide sociale (OLASoc)

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: **???.???**

Modifié(s): —

Abrogé(s): 831.0.11 | 831.0.12

Le Conseil d'Etat du Canton de Fribourg

Vu la loi du 9 octobre 2024 sur l'aide sociale (LASoc);

Sur la proposition de la Direction de la santé publique et des affaires sociales,

arrête:

I.

1 Dispositions générales

Art. 1 Directives d'application de la Direction (art. 3 al. 1 et art. 42 al. 1
 let. a LASoc)

¹ L'application de la loi et de la présente ordonnance est régie par une directive.
Demeurent réservées les directives en matière d'asile.

2 Prévention et lutte contre la pauvreté

Art. 2 Prévention sociale (art. 7 LASoc)

¹ La Direction en charge de l'aide sociale¹ (ci-après: la Direction) fixe dans la directive les critères et les modalités d'application des mesures de prévention sociale.

a) Actuellement: Direction de la santé et des affaires sociales_

Art. 3 Accès aux prestations (art. 8 LASoc)

¹ La Direction met en place un guichet généraliste d'information et d'orientation sociales² afin de faciliter l'accès au dispositif socio-sanitaire du canton. Le guichet informe la population et l'oriente vers les services spécialisés et les prestations adaptées.

a) Fribourg pour tous

Art. 4 Plan d'action (art. 9 LASoc)

¹ Le plan d'action fixe les objectifs, les mesures pour les atteindre, le budget et les critères pour évaluer l'efficacité de ces dernières.

Art. 5 Rapport sur la situation sociale et la pauvreté - En général (art. 10 LASoc)

¹ Le Service de l'action sociale (ci-après: le Service) collabore avec d'autres service de l'Etat pour élaborer le rapport. Il peut mandater un organisme externe pour la partie qualitative du rapport.

Art. 6 Rapport sur la situation sociale et la pauvreté - Base de données à des fins statistiques (art. 11 LASoc)

¹ Les données à fournir par les entités figurant à l'article 11 al. 1 LASoc sont énumérées dans l'Annexe 1 à la présente ordonnance.

² En accord avec les entités concernées, le Service définit les périodes de référence et impartit les délais pour la transmission des données. La collaboration peut être spécifiée dans une convention entre les entités concernées, en particulier les services cantonaux des contributions et de la statistique et de la donnée.

³ La transmission de données en vue de la production du rapport se fait en concertation avec le Service de l'informatique et des télécommunications (SITel) par des moyens organisationnels et techniques adéquats pour assurer la sécurité des données (disponibilité, intégrité et confidentialité). En outre, l'article 18 de la loi sur la statistique cantonale (LStat) est applicable, en ce qui concerne notamment la sécurité et la conservation des données.

⁴ Le Service de la statistique et de la donnée nomme ses collaborateurs et collaboratrices habilités à traiter les données. Ces derniers sont soumis au secret fiscal pour les données fiscales proprement dites.

⁵ L'utilisation des données porte sur l'élaboration du rapport.

3 Aide personnelle

Art. 7 Aide personnelle - Généralités (art. 13 LASoc)

¹ L'aide personnelle est fournie d'entente avec la personne qui en fait la demande. Le service social régional la propose de sa propre initiative lorsqu'il en identifie le besoin.

² Lorsqu'en raison de limitations personnelles, la personne sollicitant une aide est manifestement dans l'impossibilité de s'acquitter de son obligation de collaborer de manière autonome, le service social régional est tenu de lui apporter l'aide personnelle pour l'accomplissement des démarches nécessaires.

³ Si la personne n'est pas en mesure de gérer ses revenus ou sa fortune et qu'une aide personnelle se révèle insuffisante, le service social régional le signale à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.

4 Couverture des besoins de base

Art. 8 Forfait pour l'entretien - Généralités (art. 17 al. 1 let. a LASoc)

¹ Toute personne dans le besoin vivant à domicile et tenant son ménage a droit à un montant forfaitaire pour son entretien.

² La couverture des besoins de base est incessible, insaisissable et elle n'est pas imposable.

³ La couverture des besoins de base est liée à une situation d'indigence concrète et actuelle.

⁴ Le forfait mensuel pour l'entretien est déterminé en fonction de la composition du ménage.

⁵ Les montants forfaitaires mensuels pour l'entretien sont les suivants:

Nombre de personnes dans le ménage	1 personne	2 personnes	3 personnes	4 personnes	5 personnes	Par personne supplémentaire
Forfait par mois	Fr. 1041	Fr. 1592	Fr. 1935	Fr. 2228	Fr. 2520	+ Fr. 212
Echelle d'équivalence: coefficient	1.00	1.53	1.86	2.14	2.42	
Forfait par mois par personne (arrondi)	Fr. 1041	Fr. 796	Fr. 645	Fr. 557	Fr. 504	

⁶ Les frais complémentaires effectifs résultant d'une activité lucrative ou d'une activité non rémunérée doivent être pris en compte dans les dépenses d'un budget d'aide sociale, notamment une indemnisation pour les repas pris à l'extérieur (10 francs par repas, mais au maximum 200 francs par mois), et pour les frais de transport.

Art. 9 Forfait pour l'entretien - Particularités (art. 17 al. 1 let. a et al. 2 LASoc)

¹ L'ampleur de la réduction du forfait pour certains jeunes adultes, de la réduction liée à certains types d'habitat et d'éventuelles autres réductions est régie par la directive.

Art. 10 Indépendants (art. 19 al. 5 LASoc)

¹ Sont considérées comme indépendantes les personnes qui exercent une activité lucrative de manière autonome sans dépendre d'un employeur.

² Il en va de même des personnes qui exercent une fonction dirigeante dans l'entreprise en qualité d'organe de celle-ci.

³ En principe, les indépendants n'ont pas droit à la couverture des besoins de base au sens de l'article 16 LASoc. Exceptionnellement, une couverture limitée dans le temps peut leur être accordée dans la mesure où leur activité paraît viable au terme du délai fixé.

Art. 11 Loyer (art. 17 al. 1 let. b LASoc)

¹ Le Service prend en considération la situation du marché du logement de la région pour fixer dans la directive les montants maximaux de loyer.

² Le loyer est pris en compte dans la limite des montants maximaux des loyers.

³ L'octroi d'une garantie de prise en charge des loyers courants ou de sûretés est régie par la directive.

Art. 12 Frais des soins et des traitements médicaux nécessaires (art. 17 al. 1 let. c LASoc)

¹ Sont des prestations d'aide sociale:

- a) la part des primes LAMal restant à la charge des bénéficiaires, déduction faite de la réduction des primes;
- b) les frais non couverts par la dite assurance, à savoir les participations aux coûts (quote-part) et les franchises;
- c) la contribution au frais de séjour hospitalier.

² Le service social régional avance la prime LAMal dans l'attente du versement des réductions des primes, à condition que la demande de réduction soit déposée le 1^{er} mois de la couverture des besoins de base. Jusqu'au versement du subside à l'assurance maladie, le service social régional est subrogé dans le droit de la personne bénéficiaire au subside.

³ Les frais de contrôle annuel et d'hygiène dentaire sont pris en charge.

Art. 13 Participation aux frais de placement dans des familles d'accueil ou dans des institutions (art. 17 al. 1 let. d LASoc)

¹ La participation aux frais de placement d'une personne mineure en institution ou en famille d'accueil est subordonnée au règlement de l'entretien par le juge civil, la conclusion par les parents d'une convention d'entretien approuvée par l'autorité de protection de l'enfant ou une décision de placement de l'autorité judiciaire réglant les frais d'entretien.

² Les frais accessoires liés au placement sont pris en charge aux mêmes conditions qu'à l'alinéa 1.

Art. 14 Prestations circonstanciées (art. 17 al. 1 let. e LASoc)

¹ Les prestations circonstanciées prennent en considération l'état de santé ainsi que la situation financière, personnelle et familiale particulière de la personne bénéficiaire.

² Peuvent être pris en charge certains coûts, en complément de la couverture des besoins de base ou à titre d'encouragement, s'ils servent les objectifs de l'aide sociale.

³ Seuls les frais reconnus et documentés sont pris en charge.

Art. 15 Calcul de la prestation (art. 19 LASoc)

¹ Les franchises sur la fortune suivantes sont accordées:

- a) Fr. 4 600 pour une personne seule;
- b) Fr. 9 200 pour un couple;
- c) Fr. 2 300 par enfant mineur ;
- d) mais au maximum Fr. 11 500 par unité d'assistance.

² Les franchises suivantes sont accordées sur les prestations de réparation du tort moral et les indemnités pour atteinte à l'intégrité:

- a) Fr. 30 000 pour une personne seule;
- b) Fr. 50 000 pour un couple;
- c) Fr. 15 000 par enfant mineur;
- d) mais au maximum Fr. 65 000 par unité d'assistance.

³ Les franchises mentionnées aux alinéas 1 et 2 sont cumulables.

⁴ Une franchise de 500 francs par mois sur les revenus provenant d'une activité lucrative est accordée à la personne ayant 16 ans révolus et exerçant une activité lucrative à plein temps durant un mois complet au minimum. En cas d'activité lucrative à temps partiel, la franchise est réduite en proportion, mais se monte à 200 francs par mois au minimum.

⁵ Un supplément d'intégration de 100 francs par mois est alloué à la personne sans activité lucrative, ayant 16 ans révolus, lorsqu'elle a effectué une démarche spécifique d'insertion sociale et/ou professionnelle. Ce supplément peut être accordé à plusieurs personnes vivant dans le même ménage. Il s'élève à 250 francs par mois lorsque la personne participe à une mesure d'insertion socioprofessionnelle.

⁶ Le montant mensuel maximal résultant du cumul des suppléments d'intégration selon l'alinéa 4 et des franchises sur le revenu selon l'alinéa 5 est fixé à 950 francs par unité d'assistance.

Art. 16 Revenu et fortune hypothétique (art.19 al. 3 LASoc)

¹ L'autorité d'aide sociale inclut un revenu ou une fortune hypothétique dans le budget de l'unité d'assistance lorsque l'un des membres de l'unité d'assistance:

- a) a renoncé à des éléments de revenu provenant d'un emploi;
- b) a refusé de faire valoir un droit à une prestation financière;
- c) s'est dessaisi de fortune.

² Avant de rendre une décision intégrant un revenu ou une fortune hypothétique, l'autorité d'aide sociale donne l'occasion à la personne bénéficiaire de se déterminer et lui fixe un délai pour s'amender. La décision indique le montant hypothétique intégré au budget et son calcul, la date à partir de laquelle et la période durant laquelle il est intégré ainsi que les motifs qui justifient son intégration.

Art. 17 Dessaisissement de fortune (art. 19 al. 3, 4 et 5 LASoc)

¹ Il y a dessaisissement de fortune lorsqu'une personne aliène des parts de fortune sans obligation légale et que la contre-prestation n'atteint pas au moins 90 % de la valeur de la prestation.

² Est pris en compte tout dessaisissement intervenu dans les cinq ans précédant le dépôt d'une première demande de couverture des besoins de base.

³ Si le dessaisissement a eu lieu pendant une période d'aide sociale ou entre deux périodes, l'autorité doit déterminer si et durant quelle période le montant dessaisi aurait pu permettre à la personne d'être autonome financièrement selon un budget élargi.

Art. 18 Unité d'assistance (art. 20 LASoc)

¹ Pour les enfants mineurs de parents séparés, le critère d'appartenance à l'unité d'assistance est la garde attribuée à un membre de l'unité selon décision judiciaire.

² En cas de garde partagée, la couverture des besoins de base est proportionnelle à la répartition de la garde et adaptée aux autres circonstances.

³ L'exercice du droit de visite par un parent donne droit à un forfait journalier par enfant, dont le montant est fixé dans la directive.

⁴ Pour chaque unité d'assistance, la dette d'assistance correspond au cumul des écritures comptables de chaque service social régional. Elle distingue les périodes d'intervention de chacun.

Art. 19 Modalités d'octroi (art. 21 LASoc)

¹ La couverture des besoins de base est accordée dès le premier jour du mois lors duquel la demande d'aide est considérée comme déposée au sens de l'article 57 al. 2 LASoc.

² La couverture des besoins de base doit en principe être versée les premiers jours du mois pour le mois en cours.

Art. 20 Avances de la couverture des besoins de base et garanties conventionnelles (art. 22 et 23 LASoc)

¹ Lorsque la couverture des besoins de base est versée à titre d'avance sur une prestation, l'autorité d'aide sociale en informe sans délai le tiers concerné, en produisant au besoin la cession signée par la personne bénéficiaire.

² La couverture des besoins de base allouée à titre d'avance sur une prestation financière est récupérée dès que ladite prestation est perçue, quelle que soit la situation financière de la personne bénéficiaire à ce moment-là.

³ Les rétroactifs de prestations sont versés directement à l'autorité d'aide sociale, lorsqu'une disposition spéciale le prévoit, ce jusqu'à concurrence des avances consenties pour la période concernée.

⁴ Si le rétroactif est versé à la personne bénéficiaire, celle-ci doit restituer sans délai à l'autorité d'aide sociale le montant des avances consenties pour la période concernée. Si elle ne le fait pas spontanément, l'autorité d'aide sociale peut encaisser immédiatement sa créance.

Art. 21 Aide d'appoint (art. 24 LASoc)

¹ L'aide d'appoint peut prendre la forme d'une aide financière unique ou d'une participation à une activité recensée dans le catalogue des mesures d'insertion socioprofessionnelles.

Art. 22 Aide d'urgence (art. 25 LASoc)

¹ La forme et les montants des prestations d'aide d'urgence sont fixés dans la directive.

5 Mesures d'insertion socioprofessionnelle**Art. 23** Généralités (art. 26 LASoc)

¹ Les mesures d'insertion socioprofessionnelle selon la LASoc sont subsidiaires notamment aux mesures de l'assurance-chômage, de l'assurance-accident et de l'assurance-invalidité.

Art. 24 Contenu (art. 27 LASoc)

¹ Les mesures d'insertion socioprofessionnelles prennent la forme d'activités individuelles ou collectives réalisées au travers d'un accompagnement spécialisé, de cours, de mesures de rétablissement du lien social ou d'entraînement au travail.

² Une organisation publique ou privée n'a pas le droit à figurer dans le catalogue selon l'art. 28 LASoc.

³ Les partenaires publics ou privés fournissent:

- a) les informations caractérisant leur activité et permettant d'établir le coût des prestations;
- b) périodiquement, un rapport d'activité;
- c) un compte rendu de la réalisation des activités et
- d) une mise à jour du descriptif des mesures proposées.

⁴ L'organisation et les modalités de mise en œuvre des mesures d'insertion socioprofessionnelle sont fixées dans la directive.

Art. 25 Conditions (art. 28 LASoc)

¹ Les mesures d'insertion socioprofessionnelles sont accessibles aux membres de l'unité d'assistance ayant 18 ans révolus.

² Le choix de la mesure d'insertion socioprofessionnelle est fonction notamment de la situation personnelle et familiale de la personne dans le besoin, de sa formation professionnelle, de son âge et de son état de santé.

³ Les services sociaux régionaux, les organisateurs de mesures d'insertion socioprofessionnelle et les milieux intéressés soumettent au Service, en vue de leur validation par ce dernier, les propositions de mesures.

⁴ Le Service confie à des organisateurs de mesures d'insertion socioprofessionnelle la réalisation de ces activités en procédant par attribution directe. La directive fixe les conditions de leur reconnaissance.

⁵ Un contrat de prestation fixe les conditions des mesures d'insertion socioprofessionnelles figurant dans le catalogue, sauf si cette mesure se réfère exactement à l'offre standard déjà proposée par cet organisateur.

Art. 26 Contrat d'insertion socioprofessionnelle (art. 29 LASoc)

¹ Outre la mesure d'insertion socioprofessionnelle reconnue comme contre-prestation, le contrat définit les objectifs, le projet et les moyens envisagés, les prestations d'aide sociale accordées, le taux d'activité, l'organisateur de la mesure d'insertion socioprofessionnelle, la durée du contrat et les conditions de sa résiliation ainsi que toute autre condition particulière liée à son exécution.

² En cas de suppression de la couverture des besoins de base, notamment au motif de la prise d'un emploi, la mesure en cours peut se poursuivre jusqu'au terme prévu pour la personne bénéficiaire et les autres membres de l'unité d'assistance, si cela est pertinent.

6 Soutien à la formation

Art. 27 Généralités (art. 30 LASoc)

¹ Le soutien à la formation vise la formation initiale, au sens de la loi fédérale sur la formation professionnelle, ou une formation analogue à celle-ci, pour la personne:

- a) sans qualifications professionnelles ou faiblement qualifiée, pour une première formation;
- b) qualifiée, mais pour laquelle une formation continue, une réorientation professionnelle ou une seconde formation, peut améliorer de manière significative l'intégration socioprofessionnelle et les possibilités de trouver un emploi.

² Pour les personnes bénéficiaires de prestations complémentaires pour les familles, un soutien à la formation peut être octroyé par le guichet familles dans le cadre de l'accompagnement social conformément à la loi du 8 février 2024 sur les prestations complémentaires pour les familles (LPCFam).

³ Le soutien peut aussi viser une fin de formation.

Art. 28 Contenu (art. 31 LASoc)

¹ Le projet de formation est déterminé en fonction des aptitudes de la personne bénéficiaire.

² Le service social régional établit, en accord avec la personne bénéficiaire, un plan de formation qui fixe les objectifs, la durée et les modalités de celle-ci.

Art. 29 Conditions (art. 32 LASoc)

¹ Le soutien à la formation est accessible aux membres de l'unité d'assistance dès l'âge requis pour entreprendre une formation initiale.

² Le soutien à la formation n'est accordé qu'en l'absence d'autres sources de financement, telles que contributions d'entretien des parents, bourses, prestations de l'assurance chômage et de l'assurance invalidité ou d'autres tiers.

7 Droits et devoirs**Art. 30** Obligation de collaborer (art. 34 LASoc)

¹ L'obligation prévue à l'article 34 LASoc comprend la collaboration avec toutes les personnes ou tous les organismes chargés de l'évaluation de leur situation ou de leur réinsertion sociale, professionnelle et économique.

² La collaboration avec les autorités du chômage signifie que la personne bénéficiaire doit s'inscrire comme demandeuse d'emploi, même si elle n'a pas droit à des prestations financières de l'assurance-chômage, dans la mesure où elle dispose d'une capacité de travail.

³ Le bénéficiaire qui doit se soumettre à l'examen du médecin-conseil délègue en parallèle son médecin traitant du secret médical afin que ce dernier puisse fournir des informations au médecin-conseil et, si nécessaire, participer à des séances de réseau notamment dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII).

Art. 31 Obligation de renseigner (art. 35 LASoc)

¹ La personne bénéficiaire doit fournir toutes les indications sur ses revenus et fortune. Toute aide économique, financière ou en nature, concédée par un tiers à l'unité d'assistance, doit être signalée sans délai à l'autorité d'aide sociale.

² Tous les membres de l'unité d'assistance sont tenus de signaler sans retard à l'autorité tout changement dans leur situation pouvant entraîner la modification ou la suppression du montant de l'aide.

³ L'ouverture d'un dossier et l'octroi d'une aide provisoire reste possible, même si tous les documents nécessaires pour la requête au sens de l'article 57 LASoc ne sont pas disponibles.

Art. 32 Sanctions (art. 36 LASoc)

¹ En cas de violation de ses obligations par la personne bénéficiaire, le forfait d'entretien calculé pour l'unité d'assistance peut être réduit de 5 à 30 %, en fonction de la gravité de la faute commise.

² La durée de la réduction est fonction de l'importance de la faute commise. Elle ne peut pas excéder douze mois. Les réductions de 20 % et plus sont limitées à six mois.

³ Dans les cas où une sanction et un remboursement coexistent, la réduction maximale est de 30 %.

⁴ Avant de rendre une décision de sanction, l'autorité d'aide sociale informe la personne bénéficiaire et lui permet de se déterminer.

Art. 33 Refus ou suppression de la couverture des besoins de base (art. 37 LASoc)

¹ L'autorité d'aide sociale peut continuer à accorder la couverture des besoins de base à la personne domiciliée dans le canton durant un court séjour de celle-ci dans un autre canton ou à l'étranger, dans la mesure où elle en a été préalablement informée.

8 Organisation et compétences

Art. 34 Organisation territoriale (art. 39 LASoc)

¹ La région d'aide sociale peut mettre en place des antennes décentralisées.

Art. 35 Service (art. 43 LASoc)

¹ Le Service est l'autorité cantonale compétente au sens de l'article 29 al. 1 LAS.

² Le Service procède périodiquement à l'inspection des organes chargés de l'application de la loi sur l'aide sociale ainsi qu'à la révision des dossiers des personnes bénéficiaires. L'inspection a pour objet l'organisation et le fonctionnement de ces organes. La révision a pour objet la vérification de l'application des normes et des lois régissant l'aide sociale ainsi que de l'utilisation des ressources allouées dans ce domaine par l'Etat, les communes ou la Confédération.

³ Les vérifications effectuées lors de la révision sont contenues dans un rapport qui fait état des pièces contrôlées, des erreurs constatées et des conséquences. Ce rapport est remis par le Service à la commission sociale et au service social régional concernés ainsi qu'à la Direction et l'Inspection des finances.

⁴ Le Service détermine la forme et le contenu du décompte d'aide sociale et des frais d'organismes des mesures d'insertion socioprofessionnelle présentés par les services sociaux ainsi que les modalités d'application nécessaires.

⁵ Le Service peut consulter la documentation, le système d'information électronique et solliciter les renseignements complémentaires auprès des organes chargés de l'application de la loi sur l'aide sociale.

⁶ Le Service rembourse au service social régional les prestations prévues à l'article 43 al. 1 let. d LASoc en règle générale dans un délai de soixante jours.

⁷ Le Service convient avec les organisateurs des mesures socioprofessionnelles les conditions de réalisation et les fixe dans un contrat de prestation.

Art. 36 Organisation à caractère social (art. 44 LASoc)

¹ Peut notamment être reconnue comme organisation à caractère social au sens de l'article 44 LASoc tout organisme privé qui offre des prestations visant à prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale et à favoriser l'intégration et l'autonomie des personnes en difficulté sociale ou matérielle.

² Ces organismes sont désignés par attribution directe, sauf ceux qui fournissent l'assistance aux personnes séjournant dans le canton conformément aux dispositions de la législation fédérale sur l'asile.

Art. 37 Communes - Tâches (art. 45 LASoc)

¹ Les communes prennent les mesures nécessaires pour assurer une dotation suffisante du service social régional et la sécurité du personnel.

Art. 38 Compétence à raison du lieu (art. 46 LASoc)

¹ L'autorité d'aide sociale et le service social régional saisis d'une demande d'aide sociale examinent d'office leur compétence. S'ils s'estiment incompétents, ils prennent contact avec l'autorité ou le service social régional qu'ils tiennent pour compétents avant de lui transmettre le dossier.

² En cas de conflit de compétence, le préfet ou la préfète ou son suppléant ou sa suppléante est appelé(e) à statuer, en application des articles 18 al. 3 du Code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA) et 157 de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo).

³ Pendant la procédure en cours au sens de l'alinéa 1, l'autorité qui peut raisonnablement être considérée comme compétente doit si nécessaire accorder une aide provisoire, conformément à l'article 60 LASoc.

⁴ Les décisions sur la compétence sont sujettes à recours au Tribunal cantonal, selon l'article 157 al. 3 LCo.

⁵ Le préfet ou la préfète saisi-e d'un recours peut prendre, d'office ou sur requête, les mesures provisionnelles nécessaires à la sauvegarde d'intérêts menacés, en application de l'article 41 CPJA, notamment contraindre une des deux autorités d'aide sociale en conflit à accorder l'aide provisoire à la personne requérant l'aide sociale.

⁶ Lorsque la personne sans domicile est placée au sens de l'article 5 LAS et qu'elle n'a jamais sollicité d'aide sociale auparavant, l'octroi de l'aide sociale incombe à l'autorité dont relève la commune de séjour.

⁷ Lors de la perte d'un logement, le domicile d'assistance est conservé au lieu où se trouve ce logement au moins pendant six mois.

⁸ Lors d'un changement de domicile, si la personne était déjà au bénéfice de la couverture des besoins de base, l'autorité d'aide sociale du précédent domicile reste compétente pour verser la couverture des besoins de base durant le mois suivant, afin de permettre à la nouvelle autorité d'aide sociale de rendre une décision sur le droit à des prestations.

Art. 39 Service social régional - Collaborateurs et collaboratrices (art. 49 LASoc)

¹ Est considérée comme qualifiée la personne qui est au bénéfice d'un diplôme de niveau bachelier en travail social avec de bonnes connaissances dans le domaine des assurances sociales ou d'une formation jugée équivalente.

² La complexité des situations peut justifier l'engagement d'autres spécialistes, notamment du domaine juridique.

Art. 40 Service social régional - Attributions (art. 50 LASoc)

¹ Dans le suivi du dossier, le service social régional exécute aussi, lors d'un transfert de dossier, les décisions précédant la période pour laquelle il intervient.

² Le service social régional présente au Service, dans les soixante jours qui suivent la fin de chaque trimestre civil, les décomptes d'aide sociale détaillés des dépenses et recettes par dossier et fait mention également du montant avant la répartition financière et des montants à charge des communes et du canton.

³ Le service social régional est chargé du suivi du remboursement au sens des articles 70 et 71 LASoc.

⁴ La directive règle les détails du décompte.

9 Instruments du dispositif d'aide sociale

Art. 41 Conseil médical (art. 54 LASoc)

¹ La directive précise les situations dans lesquelles un avis du médecin-conseil ou médecin-dentiste-conseil peut être requis.

² A la suite du préavis du médecin-dentiste conseil, l'autorité d'aide sociale rend une décision sur le montant pris en charge dans le cadre de la couverture des besoins de base.

Art. 42 Système d'information électronique (art. 55 LASoc)

¹ Afin de pouvoir accomplir ses tâches, le Service et les autres organes chargés de l'exécution de la LASoc peuvent accéder, par voie d'appel, aux données du Service cantonal des contributions, de l'autorité du contrôle des habitants et de l'état civil, de l'autorité de police des étrangers, de l'Office de la circulation et de la navigation, des offices de poursuite et faillite, de l'autorité de recouvrement et d'avance des contributions d'entretien, du Service des subsides de formation, du registre foncier et du Service du registre du commerce, sous réserve de l'observation des règles découlant de la protection des données. Le Conseil d'Etat fixe les modalités dans la directive.

² Le Service et les autres organes chargés de l'exécution de la LASoc sont responsables de l'utilisation des données. Seul-e-s les collaborateurs et collaboratrices désigné-e-s par le ou la responsable de l'organe concerné sont autorisé-e-s à accéder aux données.

³ Les personnes autorisées à accéder aux données sont soumises au secret de fonction, à l'obligation de confidentialité et aux règles de la protection des données. L'accès aux données est limité aux activités liées à l'exécution des tâches définies aux articles 43 et 50 LASoc. Le ou la responsable de l'organe concerné est tenu(-e) de faire respecter les modalités d'utilisation et de procéder aux contrôles y relatifs.

⁴ Les données des autorités énumérées à l'alinéa 1 sont précisées dans la directive. L'accès est limité aux données strictement nécessaires à l'accomplissement de la mission du Service et des autres organes chargés de l'exécution de la LASoc, conformément aux principes de nécessité et de proportionnalité.

⁵ Le SITel assure la gestion de la procédure d'authentification et la sécurité des données informatiques.

⁶ Le Service dispose en permanence d'un droit d'accès sur toutes les données du système d'information électronique de chaque service social régional.

10 Procédures**10.1 En général****Art. 43** Requête (art. 57 LASoc)

¹ En principe, la personne requérante s'adresse personnellement au service social régional.

² Le Service social régional indique par écrit à la personne requérante les documents nécessaires à l'examen de la situation et lui fixe un délai de transmission. Il attire son attention sur les conséquences prévues en cas de remise tardive selon l'article 57 al. 2 LASoc.

³ Les documents requis sont transmis dans l'une des langues officielles du district. Si les circonstances le justifient, des dérogations sont possibles uniquement selon les articles 36 à 40 du CPJA.

Art. 44 Préavis (art. 59 LASoc)

¹ Le service social régional adresse à la commune une fiche contenant les éléments du dossier de la personne requérante, pertinents pour l'octroi de l'aide sociale.

Art. 45 Décision (art. 62 LASoc)

¹ La décision doit contenir notamment la nature, la durée, le montant déterminable de l'aide et, le cas échéant, les conditions liées à son octroi.

10.2 Observation

Art. 46 Principes (art. 63 LASoc)

¹ Le service social régional procède lui-même, en premier lieu, à toutes les vérifications nécessaires en ayant recours aux moyens d'investigation à sa disposition.

² Lorsque le service social régional ne peut, par lui-même, établir les faits, il délivre un mandat d'observation selon l'article 63 LASoc.

³ L'observation peut inclure l'usage de moyens d'enregistrement d'images, notamment la vidéosurveillance à l'aide de caméra fixe.

Art. 47 Conditions (art. 64 LASoc)

¹ Est considéré comme un lieu accessible au public tout espace public ou privé dont il est toléré que la collectivité y ait accès.

² N'est pas considéré comme librement visible depuis un lieu accessible au public tout lieu relevant de la sphère privée de la personne à observer, en particulier:

- a) l'intérieur d'un logement, y compris les pièces visibles de l'extérieur par une fenêtre;
- b) les places, cours et jardins clos appartenant directement ou attenant à une maison, qui ne sont ordinairement pas visibles de l'extérieur.

³ Les enregistrements visuels et sonores peuvent se prolonger durant toute la période d'observation définie par l'article 64 al. 2 LASoc.

⁴ Une journée d'observation est définie comme étant une ou plusieurs récoltes d'informations systématiques et répétées. Une journée d'observation est consommée dès lors qu'une mesure systématique et répétée a été réalisée à cette date.

Art. 48 Mandat (art. 65 LASoc)

¹ Les inspecteurs et inspectrices cantonaux peuvent obtenir des renseignements de tiers selon l'article 76 LASoc.

Art. 49 Consultation du matériel recueilli (art. 66 al. 5 let. a LASoc)

¹ La personne observée, peut, en tout temps et sur simple demande, requérir de consulter les informations recueillies sur sa personne.

² La personne observée est informée de la surveillance au moment où celle-ci est terminée. Dès le moment où la personne observée est informée de la surveillance, elle dispose d'un délai de 30 jours pour se déterminer.

³ La consultation des informations recueillies se fait dans les locaux de l'organe qui a délivré le mandat d'observation.

⁴ Sur demande, une copie des pièces est transmise à la personne observée. La copie des pièces est gratuite.

⁵ En cas de litige quant à la consultation des dossiers, une décision formelle est rendue.

⁶ Pour le surplus, notamment sur la question des droits conférés en cas d'atteinte, il est renvoyé aux articles 33 et suivants de la loi du 12 octobre 2023 sur la protection des données (LPrD).

Art. 50 Personnel autorisé à consulter le dossier (art. 66 LASoc)

¹ Le matériel recueilli ensuite d'une observation n'est consultable que par les personnes en charge du dossier.

Art. 51 Destruction du matériel recueilli (art. 66 al. 5 let. b LASoc)

¹ Une fois la décision fondée sur les données récoltées lors de l'observation entrée en force, tous les documents et toutes les pièces obtenues dans le cadre de celle-ci doivent être détruits, sous réserve de l'article 66 al. 3 LASoc.

² L'externalisation du traitement de données personnelles doit répondre aux exigences des articles 18 à 21 de la loi sur la protection des données (LPrD).

Art. 52 Exigences à l'endroit des spécialistes chargés de l'observation (art. 66 al. 5 let. c LASoc)

¹ Les inspecteurs cantonaux ou les inspectrices cantonales doivent disposer d'une formation avec des connaissances spécifiques et nécessaires à la bonne exécution du mandat.

11 Remboursement

Art. 53 Principes (art. 67 LASoc)

¹ Le service social régional soumet à la commission sociale, pour décision, les cas où le remboursement de la couverture des besoins de base entre en considération.

² Les montants de la couverture des besoins de base remboursés font partie intégrante du décompte présenté au Service conformément à l'article 40.

³ Les montants de la couverture des besoins de base remboursés sont crédités à l'Etat et aux communes selon la répartition prévue aux articles 78 et suivants LASoc.

Art. 54 Libération de l'obligation de remboursement (art. 69 LASoc)

¹ La libération de l'obligation de remboursement prévue à l'article 69 al. 1 let. d LASoc ne s'applique pas aux bénéficiaires d'une mesure d'insertion socio-professionnelle accordée dans le cadre d'une aide d'appoint au sens de l'article 24 LASoc.

Art. 55 Modalités de remboursement des prestations obtenues légalement (art. 70 LASoc)

¹ Le seuil à partir duquel un remboursement est exigible est fixé sur la base du revenu déterminant selon la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) pour une personne seule ou un couple avec un enfant, en référence au salaire annuel brut médian. Le Service actualise périodiquement cette référence dans la directive.

² Le remboursement est calculé sur la base d'un budget élargi déterminé selon les recommandations de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS).

³ Le remboursement mensuel réclamé correspond, au maximum, à la moitié de la différence entre le revenu actuel et le budget élargi.

⁴ Le remboursement est réclamé au plus tôt un an après la fin de l'aide lors de la reprise d'une activité lucrative.

⁵ La procédure de remboursement se limite à quatre ans au total.

Art. 56 Modalités de remboursement des prestations obtenues indûment (art. 71 LASoc)

¹ Le remboursement de la prestation indue est exigible dès la date du versement.

² La part déduite de la couverture des besoins de base calculée mensuellement pour le remboursement des prestations obtenues indûment se limite à 30% du montant forfaitaire au maximum.

Art. 57 Subrogation (art. 72 LASoc)

¹ Lorsque la couverture des besoins de base a été accordée à titre d'avance sur des prestations d'assurances, le service social régional dépose auprès de l'organe compétent une demande de versement rétroactif desdites prestations en sa faveur.

Art. 58 Hypothèque légale (art. 73 LASoc)

¹ Il n'existe pas de droit de conserver un bien immobilier.

² Le service social régional requiert une inscription au registre foncier lorsque:

- a) deux ans se sont écoulés depuis le début de l'aide et que
- b) celle-ci s'élève au minimum à 10 000 francs accordés pour des frais en lien direct avec l'immeuble grevé.

³ Peuvent être grevés d'un gage les immeubles inscrits au registre foncier au nom de l'un des membres majeurs de l'unité d'assistance. Si le bien immobilier est en copropriété, l'inscription du gage se fait sur la part de la personne bénéficiaire.

⁴ Si l'inscription d'un gage immobilier nécessite l'accord d'un tiers et que celui-ci s'y oppose, notamment dans le cas d'une hoirie, l'autorité d'aide sociale détermine s'il y a lieu de demander à la personne bénéficiaire de faire des démarches de réalisation du bien immobilier et exige qu'elle s'engage, par écrit, à rembourser les montants avancés dès la vente ou le transfert du bien.

Art. 59 Bien immobilier à l'étranger (art. 34 al. 1 let. g LASoc)

¹ Si le bien immobilier est à l'étranger, il doit être vendu.

² Dans tous les cas, la personne bénéficiaire doit s'engager, par écrit, à rembourser les montants avancés dès la vente ou le transfert du bien. Cet engagement vaut reconnaissance de dette.

³ Si la vente exigée mais n'a pas encore eu lieu et la personne prouve que toutes les démarches requises pour la vente sont en cours, la couverture des besoins de base peut être versée de manière dégressive. La Direction précise dans la directive les modalités de cette aide dégressive.

12 Financement**Art. 60** Financement des mesures d'insertion socioprofessionnelles (art 78 al. let. c et al. 2 let. c LASoc)

¹ Les mesures d'insertion socioprofessionnelles sont financées comme suit:

- a) rétribution des activités réalisées par des organisateurs de mesures d'insertion socioprofessionnelle sur la base d'une facturation des prestations fournies aux services sociaux régionaux. Ces frais sont annoncés au Service qui procède à la répartition entre l'Etat et les communes selon l'article 78 al. 1 let. c LASoc.
- b) acquisition préalable par le Service de mesures qui sont ensuite utilisées par les services sociaux régionaux sur décision des autorités d'aide sociale. Le Service procède à la répartition de ces frais entre l'Etat et les communes selon l'article 78 al. 2 let. c LASoc.

Art. 61 Répartition des charges entre communes (art. 81 LASoc)

¹ Les frais de fonctionnement des services sociaux comprennent notamment les frais de personnel, les frais d'exploitation, les frais d'interprétariat ainsi que les frais d'avocat-conseil.

² Les situations particulières visées à l'article 81 al. 3 concernent les minorités nationales nomades.

13 Voie de droit et dispositions finales

Art. 62 Recours (art. 83 LASoc)

¹ L'autorité d'aide sociale peut prévoir qu'un recours éventuel contre une décision portant sur une prestation en argent en faveur d'un administré n'aura pas d'effet suspensif; l'autorité de recours peut retirer l'effet suspensif après le dépôt du recours.

ANNEXES SOUS FORME DE DOCUMENTS SÉPARÉS

Annexe 01: Données à transmettre pour le rapport sur la situation sociale et la pauvreté (art. 11 LASoc)

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

1.

L'acte RSF [831.0.11](#) (Règlement d'exécution de la loi sur l'aide sociale (RE-LASoc), du 30.11.1999) est abrogé.

2.

L'acte RSF [831.0.12](#) (Ordonnance fixant les normes de calcul de l'aide matérielle de la loi sur l'aide sociale, du 02.05.2006) est abrogé.

IV.

La présente ordonnance entre en vigueur le 1er janvier 2026.

[Signatures]